

freiner la demande et l'expansion (en liaison avec les autres mesures déflationnistes) afin de ralentir la croissance des importations et donc les sorties de devises, ralentissement d'autant plus nécessaire, pour la bourgeoisie, qu'elle ne peut compter, dans un avenir immédiat, sur un important accroissement des exportations, en raison de mesures de restriction prises chez ses principaux clients.

2) LE RALENTISSEMENT DE LA DEMANDE EXTERIEURE.

a) L'Allemagne

dans son dernier rapport annuel, la Bundesbank appelle à son tour le gouvernement à prendre d'énergiques mesures de restriction. Malgré les entraves mises aux exportations il y a quelques mois, l'excédent commercial extérieur continue à pulvériser tous les records. Pour tenter de rééquilibrer la balance des paiements le gouvernement allemand encourage maintenant les industriels à exporter leurs capitaux et à s'implanter systématiquement à l'étranger.

La situation de l'Allemagne est donc toute différente de celle des autres pays occidentaux. Son enrichissement croissant à leurs dépens est devenu un facteur essentiel de déséquilibre monétaire, un problème central dont le règlement conditionne celui de leurs propres problèmes intérieurs. C'est aussi à cause de la puissance du mark et pas seulement en raison d'une faiblesse particulière de leur monnaie, que la Hollande et la Belgique ont dû prendre des mesures restrictives, que l'Italie a dû renforcer son contrôle des changes, qu'en Grande-Bretagne et en France, la Livre et le Franc sont sur la corde raide. Mais en Allemagne même, cette situation a provoqué des **tendances inflationnistes** que le gouvernement s'efforce maintenant de combattre en **tendant de ralentir l'expansion.**

Les mesures déflationnistes envisagées sont cependant relativement modestes et concernent relativement peu le secteur exportateur. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que la France puisse substituer ses exportations à celles de l'Allemagne sur les marchés étrangers.

b) Les U.S.A.

Aux U.S.A., le souci de freiner la poussée inflationniste héritée des dépenses militaires liées à la guerre du Vietnam et celui de rétablir l'excédent de la balance commerciale prédominent. Les mesures restrictives mises en place par l'administration Johnson seront maintenues ou renforcées ainsi par exemple, la surtaxe de 10% de l'impôt sur le revenu demeurera en vigueur jusqu'en juillet.

Ces mesures devraient dans une certaine mesure juguler l'essor de la demande intérieure (ce qui aura notamment pour effet de réduire celle des produits européens).

Et, **paradoxalement**, l'administration Nixon, constatant le rétablissement de l'équilibre artificiel (la spéculation sur le franc) de la balance des paiements en 68 a décidé une libéralisation des conditions de l'investissement à l'étranger et un élargissement du montant autorisé des prêts à l'extérieur, aussi est-il délicat de prévoir dans quel sens iront les mesures prises par les U.S.A., sinon en concluant que les capitaux américains auront encore plus de facilité pour s'implanter en Europe.

CONCLUSION.

Au total, et toutes choses restant égales par ailleurs, cet ensemble de facteurs fera que la croissance de l'économie capitaliste mondiale se ralentira en 1969. C'est-à-dire, en ce qui concerne la France, que l'on ne peut espérer que le développement des exportations se substituera à la croissance de la demande intérieure pour soutenir l'expansion.